Exigeons la justice en matière de dette, d'économie et de climat !

October 15-27, 2024

Cette année marque les quatre-vingts ans du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM), qui ont conjointement conçu et maintenu un système financier mondial qui prospère grâce à la domination de la dette par les pays riches, dirigés par le G7, et à l'exploitation et l'extraction systémiques des peuples et des ressources du Sud. Cette exploitation continue d'avoir des effets dévastateurs, en particulier sur les femmes, les travailleur.se.s et les populations autochtones, mettant en péril les moyens de subsistance et aggravant les inégalités au sein des nations et entre elles.

Nous sommes solidaires de toutes celles et ceux qui ont subi les impacts et les conséquences de ces 80 années de misère, de dévastation et de dette, ainsi que des luttes qu'ils et elles continuent de mener dans le monde entier pour arrêter les dégâts, obtenir justice et garantir une véritable réparation.

Le FMI et la Banque mondiale ont échoué à reconnaître la nature systémique de la crise de la dette, se concentrant plutôt sur la protection des marchés financiers et des profits des créanciers, principalement issus des pays du Nord. Cette incapacité à aborder la réalité critique de l'assujettissement à la dette a conduit à des violations flagrantes des droits et du bien-être des peuples et de la planète, rendant le développement durable et l'action climatique dans le Sud pratiquement impossibles, tout en perpétuant l' héritage colonial.

Mettre fin à l'endettement insoutenable et illégitime

Malgré le souci proclamé du FMI et de la BM pour le développement et l'éradication de la pauvreté, les politiques de prêt, les ajustements structurels et les conditionnalités des prêts qu'ils imposent au Sud ont construit un système d'endettement sans fin qui alimente la concentration des profits entre les mains d'une poignée d'acteurs financiers et d'entreprises du Nord.

Les dettes publiques dans le Sud continuent d'augmenter alors que le FMI et la BM promeuvent des « solutions » créatrices de dettes, basées sur le marché et privilégiant le secteur privé, ainsi que la financiarisation de l'économie mondiale, qui se sont avérées néfastes, à courte vue et contre-productives. Elles ont accordé des prêts illégitimes à des régimes corrompus, non démocratiques et répressifs, et ont financé des projets nuisibles qui ont entraîné des violations des droits des personnes et des dégradations de l'environnement. Les personnes lésées par ces dettes illégitimes supportent également le fardeau de leur remboursement.

En 2024, les prêteurs internationaux devraient prélever 487 milliards de dollars auprès des gouvernements des pays du Sud, ce qui représente le paiement le plus élevé jamais effectué au titre du service de la dette extérieure. Il est répréhensible que la plupart de ces paiements aillent à des créanciers privés du Nord qui réalisent d'énormes profits sur le dos des pays surendettés en leur imposant des taux d'intérêt plus élevés. D'autres prêteurs, notamment les institutions financières internationales (IFI) et les riches gouvernements du Nord, exigent également des paiements substantiels au titre de la dette. Les surtaxes du FMI prélevées en plus du service de la dette aggravent le fardeau des pays qui ont le plus besoin d'aide financière.

Mettre fin à l'aggravation du fardeau de la dette des pays du Sud

Le fardeau des dettes insoutenables et illégitimes entrave le développement à grande échelle, aggrave la pauvreté et les inégalités et sape la souveraineté. Dans le cadre des conditions d'accès au crédit ou des mesures d'allègement de la dette, le FMI et la Banque mondiale continuent d'imposer des mesures d'austérité et d'autres politiques qui sont désormais enracinées dans les pays emprunteurs. Des millions de personnes vivent aujourd'hui dans des pays où les gouvernements dépensent plus pour le service de la dette que pour les droits et services essentiels. La santé, l'éducation, la protection sociale universelle, l'énergie, l'accès à l'eau, les services liés au soin et les autres services publics sont réduits à néant pour privilégier les intérêts des créanciers.

Les femmes, les travailleur.se.s et les communautés marginalisées sont les premières victimes de ces politiques. Les nations souveraines sont contraintes de renoncer à leur autodétermination pour répondre aux demandes incessantes des créanciers. En violation flagrante du droit international, le contrôle des ressources naturelles, y compris des énergies fossiles, est cédé pour extraire des profits et payer des dettes, même au prix de bouleversements sociaux, d'une dégradation de l'environnement et d'une aggravation des vulnérabilités liées à la crise climatique. Ces impacts ont aggravé les inégalités et la capacité des processus et institutions démocratiques à défier l'impunité d'une poignée d'individus détenant plus de richesses et de pouvoir que des milliards de personnes.

Arrêter la domination sur le financement du développement et du climat

Les responsables historiques de la crise climatique continuent de nier leur obligation de réparations envers les populations du Sud qui ont le moins contribué à la crise. Au lieu de payer leur juste part du financement massif nécessaire pour faire face à l'aggravation de l'urgence climatique, ils utilisent le FMI et la Banque mondiale comme instruments pour revenir sur leurs obligations de fournir un financement climatique public, non générateur de dette, exempt de conditionnalité et adéquat.

Les pays du Nord et les institutions financières qu'ils contrôlent poussent à l'octroi de prêts et la mise en place de programmes d'investissements qui offrent au secteur privé davantage de possibilités de réaliser des profits. Plus de 70 % des fonds qualifiés de financement climatique sont actuellement accordés sous forme de prêts, ce qui plonge les pays endettés dans une crise financière encore plus grave et enferme de nombreuses communautés dans la poursuite de l’extraction et l’exploitation ’d'énergies fossiles et des ressources naturelles. La Banque mondiale aggrave cette crise en proposant des programmes climatiques axés sur le profit et générateurs de dettes, qui laissent les pays en développement se débattre pour rembourser leurs emprunts au lieu de se concentrer sur la protection de leur population et de leur environnement.

Malgré les 80 ans d'échec du FMI et de la Banque mondiale à mettre en place un financement du développement adéquat, équitable et durable, les pays qui contrôlent le FMI et la Banque mondiale utilisent aujourd'hui ces institutions financières pour se soustraire à leur responsabilité de fournir des financements climatiques publics et non liés à la dette, en mettant en place des facilités de prêt telles que le Fonds pour la résilience et la durabilité (Resilience and Sustainability Trust) du FMI.

Les pays, les peuples et les écosystèmes les plus vulnérables continuent d'être contraints de payer pour une crise qu'ils n'ont pas créée. Nous ne devons pas oublier que les pays du Nord ont insisté pour que la Banque mondiale joue un rôle majeur dans le Fonds « pertes et dommages » et le Fonds vert pour le climat, dans le but d'en assurer le contrôle par le Nord et de faire en sorte qu'ils soient gérés de la même manière que la Banque mondiale. Mais ces efforts ont largement échoués face à la résistance des gouvernements du Sud et des organisations de la société civile. Nous devons rester vigilant.e.s et continuer à faire campagne pour libérer ces fonds climatiques de l'influence de la Banque mondiale.

Des réparations, maintenant !

Nous réitérons les appels, les demandes et les actions des personnes et des communautés du monde entier pour mettre fin à la domination par la dette et pour accorder de véritables réparations à celles et ceux dont les vies ont été brisées par un système sans fin d'endettement et par des politiques et des programmes néfastes qui ont été et continuent d'être promus.

- Nous tenons le FMI et la BM, ainsi que les gouvernements du G7 qui les contrôlent, responsables pour leur rôle dans la perpétuation de la domination par la dette, de la crise climatique et des inégalités mondiales. Nous exigeons un système financier qui donne la priorité aux droits humains, au bien-être social et à un environnement durable plutôt qu'aux intérêts d'une poignée de riches.
- Le FMI, la BM et les autres institutions financières internationales, les créanciers privés et les gouvernements du Nord doivent cesser d'infliger des préjudices aux populations et à la planète et entreprendre la tâche longuement attendue de garantir Justice et Réparations.

Nous appelons en outre les peuples et les gouvernements du Sud et du Nord à prendre des mesures immédiates et globales pour faire progresser la justice en matière de dette, d'économie et de climat.

- Les pays du Nord doivent immédiatement annuler toutes les dettes illégitimes et insoutenables, remplir leurs obligations financières envers le Sud et supprimer les politiques de prêt néfastes :
  - Outre les prêts bilatéraux, il faut également obliger les créanciers privés relevant de leur juridiction à participer aux annulations de dette ;
  - Les gouvernements des pays riches pollueurs doivent immédiatement remplir leur obligation de fournir un financement climatique adéquat, de meilleure qualité, nouveau et supplémentaire basé sur des dons, dans le cadre de la reconnaissance, de la restitution et des réparations de la dette climatique et écologique due au Sud ;
  - Les fonds pour l'action climatique doivent être publics, non générateurs de dette, démocratiques et régis de manière indépendante par des mécanismes financiers dans le cadre de la CCNUCC et en dehors du FMI et de la BM ;
  - Supprimer complètement les conditionnalités et les surtaxes des prêts du FMI.

- L’Assemblée Générale des Nations Unies doit :
    - Établir un mécanisme sur les dettes souveraines qui soit juste, transparent, démocratique et multilatéral, sur la base d'une convention-cadre, sous les auspices de l'ONU, afin de résoudre les crises actuelles de dettes illégitimes et insoutenables et d'éviter qu'elles ne se reproduisent à l'avenir ;
    - Faire avancer les mesures visant à faire respecter les droits humains, la paix et les obligations de protection de l'environnement du FMI, de la BM et des créanciers privés, et mettre fin à leur impunité en matière de prêts destructeurs.

- Les pays du Sud doivent :
    - S'engager à donner la priorité à la mobilisation des ressources domestiques et aux dépenses publiques afin de garantir le financement adéquat et durable des droits humains et des services publics. Cela implique de dissocier les modèles économiques de la demande pour générer des devises étrangères à des fins de service de la dette ;
    - Entreprendre des audits de la dette nationale dans le cadre d'un processus participatif afin d'établir les responsabilités et de préciser les réparations dues au titre des dettes illégitimes existantes ;
    - Affirmer le droit souverain des Etats à prendre les mesures appropriées pour s'attaquer aux dettes illégitimes et prévenir les dettes insoutenables, y compris le droit d'arrêter le paiement de la dette.

L'heure de la justice en matière de dette a sonné ! Nous devons démanteler les structures d'exploitation engendrées par le système financier mondial et construire un avenir juste, équitable et durable pour toutes et tous.

Annulez la dette !

#Arrêtezlesdégats

Des réparations, maintenant !